

Le syndicalisme d'action directe : un objet épuisé ?

M. ANTONIOLI, E. COLOMBO, D. COLSON, R. de JONG, M. ENCKELL,
F. MADRID, F. MINTZ, P. PELLETIER, L. PORTIS, C. VENZA

De l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire
Editions CNT-RP - Nautilus, 2001.

REUNIS en colloque à Saint-Denis autour du 1^{er} mai 2000 et dans le cadre de la semaine “ Un autre futur ”, organisée par la Confédération nationale du travail (CNT), dix historiens militants – militants et/ou historiens – se sont penchés sur l’“ histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire ”, vue sous l’angle du syndicalisme révolutionnaire et de l’anarcho-syndicalisme. Les actes du colloque, publiés aujourd’hui en volume, offrent au lecteur, à l’historien et au militant un vaste sujet de réflexion critique.

“ *L’extrême érudition finit par brouiller la connaissance des banalités du présent visible* ”, écrivait Louis Mercier Vega dans un court texte dont le sujet est très proche du nôtre et dont la lecture devrait être plus que jamais recommandée ¹. Où commence et où finit l’histoire ? Est-elle un objet mort ou vivant ? Quel type de dialogue peut-on instaurer entre un passé révolu, mais plein d’enseignements, et un présent perpétuel, mais vide de sens ? Quelle liaison peut-on opérer entre deux temps historiques fondamentalement différents ? Comment s’approprier l’histoire en se libérant de son poids symbolique, de son fardeau mythique ? On pourrait s’étonner qu’inscrit par ses propres organisateurs dans un mouvement dit de renouveau ou de résurgence du syndicalisme révolutionnaire ², ce colloque s’en soit, d’une certaine façon, tenu, *stricto sensu*, à l’érudite histoire d’un mouvement multiple dont l’acte de décès, nous dit-on par ailleurs, aurait été signé à Barcelone, en mai 1937, mais ce serait sans doute faire fi des contraintes de temps et des usages liés à ce genre d’exercice. Contentons-nous, alors, de relever la contradiction en regrettant, peut-être, qu’à l’exception de Daniel Colson ³ et de Larry Portis ⁴, les participants au colloque aient objectivement contribué à faire de cette histoire un objet épuisé. S’il ressort de la lecture de cet ouvrage une impression de refuge dans une sorte de paradis perdu, le parti pris d’“ *une certaine souvenance et, parfois, enfouie dans l’inconscient, [d’]une légende, indéfiniment renouvelée* ” ⁵ y est sûrement pour beaucoup.

C’est donc avant tout d’histoire dont il est question ici, de l’histoire d’une pratique, d’une méthode pour parvenir à un but : la suppression de la condition prolétarienne. S’il est, en matière d’histoire, préférable de savoir de quoi on parle, la première difficulté réside, dans le cas présent, dans l’intitulé, car la même méthode, ou à peu de chose près, a, sous divers latitudes et climats, opté pour des appellations différentes : syndicalisme révolutionnaire, anarcho-syndicalisme, syndicalisme libertaire. Aujourd’hui encore, il arrive que les historiens, et aussi les militants, hésitent sur le label le plus approprié à telle ou telle facette de cette histoire. Daniel Colson, lui, adopte le terme de “ syndicalisme d’action directe ” ⁶, qui a l’avantage, il est vrai, de sortir des querelles d’école en mettant en avant ce qui reste le dénominateur commun aux différentes expériences et pratiques de ce mouvement. Et, en effet, quel peut bien être le point d’identification entre le “ croto ” argentin du début du XX^e siècle adhérent à la Fédération ouvrière régionale argentine (FORA), le “ wobblie ” nord-américain “ gros bras ” et rebelle militant aux Industrial Workers of the World (IWW), l’horloger suisse appartenant à la Fédération jurassienne, le “ cavatore ” de Carrare cotisant à l’Unione Sindacale Italiana (USI), le gars du bâtiment et le typographe parisiens syndiqués à la vieille CGT et le cénétiste de Barcelone ? Déclassés, manœuvres, lumpen prolétaires, d’un côté, ouvriers qualifiés et fiers de leur métier, de l’autre, ils lisaient les mêmes brochures, vibraient aux mêmes idées et pratiquaient l’action directe avec une telle constance que la méthode semblait constituer, pour ses partisans, la seule réponse possible au sort de l’exploité, le seul choix envisageable, inscrit aux origines dans le précepte des anciens : “ *L’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes.* ” Sans médiateurs, sans direc-

¹ Louis Mercier Vega [et Victor Griffuelhes], *Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire* (Spartacus, 1978).

² Dans son introduction au recueil (“ Une histoire escamotée ”), Eduardo Colombo assume la filiation et place même la barre un peu haut quand il écrit, avec quelque grandiloquence : “ *Nous, qui sommes les épigones de ces révolutionnaires qui ont lutté pour le fédéralisme et l’autonomie, nous sommes en train de préparer un autre futur, un nouveau départ.* ” Soit... Rappelons, néanmoins, qu’un épigone n’est, selon la définition du Petit Larousse, qu’un “ *disciple sans originalité personnelle* ”.

³ Daniel Colson, “ La crise du syndicalisme révolutionnaire en France et l’émergence du phénomène communiste ”.

⁴ Larry Portis, “ Les IWW et l’internationalisme ”.

⁵ Louis Mercier Vega, op. cité.

⁶ Cf. Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d’action directe* (Seuil, 1971, réédité en 1985 en “ Points-Histoire ”, mais amputé des textes de Pelloutier) et *Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d’action directe* (Seuil/Gallimard, 1988).

teurs de conscience. Directement. Au-delà des différences et des affections particulières pour telle ou telle dénomination, c'est bien l'action directe qui fait le lien.

Marianne Enckell⁷ remonte aux origines de cette méthodologie pratique. En inventant “ *la forme d'organisation du prolétariat moderne* ”, ce lieu d'échange et de lutte où “ *les prolétaires commençaient à savoir que le capital et la domination se moquaient des frontières* ” et “ *où ils ne voulaient plus se faire confisquer les révolutions par les bourgeois, comme en 1830, comme en 1848* ”, les membres de l'Association internationale des travailleurs (AIT) posèrent les termes d'un débat qui courra longtemps et qui, d'une certaine façon, se poursuit encore, même si son historicisation a eu pour fonction essentielle de le vider de sa substance, d'en faire un objet muséographique. Ce débat, au cœur de la méthode, c'est celui qui, “ *sur la question des fins et des moyens* ”, opposera durablement les partisans du socialisme étatique à ceux du socialisme libertaire, la primauté du politique au principe d'autonomie. A Saint-Imier, les adversaires anti-autoritaires du Conseil général aux ordres du père Marx fondèrent indiscutablement le principe de base du syndicalisme d'action directe, à savoir que “ *les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire* ”. Dès lors, le thème ne changera pas et, quelle que soit l'appellation que prendra la méthode, la partition sera la même, à quelques variations près.

On a vu, tout à la fois ou séparément, dans le syndicalisme d'action directe, une expression du refus de la prolétarisation, la forme d'organisation empirique de la classe ouvrière ou la constitution d'une contre-société d'hommes libres, égaux et solidaires. En revanche, l'adéquation presque parfaite entre l'humiliation qui naît de l'exploitation et sa transcendance dans l'organisation de la guerre sociale⁸ fut moins souvent relevée. Pourtant, si, en ces temps de capitalisme sauvage, le syndicalisme d'action directe colle à ce point à la condition de l'exploité, c'est probablement parce qu'il s'attaque à la racine même de la frustration qu'il ressent. Sa renaissance, sous une forme ou sous une autre, à différentes périodes de l'histoire et là où on ne l'attend pas, pourrait alors trouver une explication simple : quand les prolétaires se mettent en marche pour reprendre le pouvoir sur cette vie dont le capital les dépossède, le syndicalisme d'action directe reprend valeur de méthode et de philosophie de l'action, la seule qui, en fin de compte, ne les prive pas de leurs combats.

La variété de situations et d'époques qu'ont explorée les participants au colloque atteste, au-delà des particularités idéologiques et des idiosyncrasies locales, des comportements et des approches communes fondés, pour l'essentiel, sur la qualité des hommes qui s'identifièrent à ce mouvement. La solidité des militants, le socle éthique de leur engagement – une incontestable pratique de la solidarité active, entre autres – et leur pouvoir de conviction se retrouvent dans toutes les expériences rapportées ici. La CNT, les IWW, la FORA et l'USI, chacune à leur manière, plongent dans la mêlée sociale avec la même énergie, les mêmes armes et le même refus réitéré de confier à d'autres qu'à eux-mêmes la tâche de leur émancipation. Malgré les débats théoriques⁹ qui les agitent – parfois violents –, ces organisations se définissent d'abord – et toutes – par leur pratique défensive et offensive de résistance et de conquête. En se déterminant par opposition au capitalisme, au salariat, à la confusion des classes, au parlementarisme et à l'électoratisme, elles affirment, chacune, la primauté de l'autonomie ouvrière, refusent la conscience extérieure et pratiquent l'action directe, “ *ce mouvement spontané de la classe ouvrière* ” qui irritait tant Vladimir Ilitch Oulianov. Dans ses variantes syndicaliste révolutionnaire (la CGT de la Charte d'Amiens, l'USI des origines, les IWW), anarcho-syndicaliste (la CNT) ou plus spécifiquement anarchiste (la FORA), elles font écho, sous des modèles organisationnels divers, à la qualification du syndicat comme “ *groupement de lutte intégrale, révolutionnaire [ayant] pour fonction de briser la légalité qui nous étouffe pour enfanter le droit que nous voulons voir sortir de nos luttes* ”, selon la formule de Merrheim au congrès d'Amiens de la CGT en 1906.

Si le syndicalisme d'action directe est ici malheureusement amputé de larges pans de son histoire mouvementée¹⁰ – la CGT de la Charte d'Amiens, la Confédération générale du travail-syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR), la Freie Arbeiter Union Deutschlands (FAUD), la Sveriges Arbetares Centralorganisation

⁷ Marianne Enckell, “ L'AIT : l'apprentissage du syndicalisme et de la politique ”.

⁸ Rappelons que Fritz Brupbacher désignait les syndicalistes révolutionnaires de la CGT sous le vocable de “ chefs de guerre ”.

⁹ A ce propos, on peut regretter qu'aucune contribution n'aborde la polémique espagnole entre “ trentistes ” et “ faistes ”. Pourtant, le riche débat qu'elle instaura traversa, dans son ensemble, le syndicalisme d'action directe, dont la relation avec l'anarchisme n'a jamais été aussi harmonieuse que d'aucuns ont bien voulu le prétendre.

¹⁰ D'autres, en revanche, sont éclairés ou, plutôt, sortis de l'ombre, comme le prouve le remarquable travail de Philippe Pelletier, “ Un oublié du consensus : l'anarcho-syndicalisme au Japon de 1911 à 1934 ”. Ample, érudite et rigoureuse, cette contribution aura pour beaucoup, dont c'est mon cas, le grand mérite de leur avoir fait découvrir un territoire largement inconnu. Qu'il en soit remercié.

(SAC), entre autres –, le tableau offert par les intervenants donne une idée assez exacte de son caractère mouvant, en construction perpétuelle, ouvert à l'expérimentation et immergé dans le réel. C'est dans et par la pratique des luttes que se forge la conscience de classe, que se dévoile le système d'exploitation, que s'acquiert cette “ *confiance en soi* ”, dont parle Larry Portis, et que se crée “ *la nouvelle société au sein de l'ancienne* ”, comme le stipulait la devise des IWW. La pratique de la lutte de classe comme acquisition du savoir et la part belle faite à la culture prolétarienne comme moyen de libération sont indissolublement liées. Partout où il a essaimé, le syndicalisme d'action directe a joué un rôle moteur dans le recul de l'ignorance et de la servitude volontaire et dans l'éclosion d'une pensée critique radicale cultivée méthodiquement à travers la publication de journaux, de livres et de brochures ou la création d'écoles et de bibliothèques populaires. A ce titre, jamais, sans doute, mouvement d'émancipation n'aura réalisé avec une telle constance et une telle réussite une liaison à aussi grande échelle entre la culture, l'esprit de subversion et la force de frappe.

Affirmée ou sous-jacente dans nombre de contributions, cette dimension culturelle et contre-sociétale du syndicalisme d'action directe a le mérite de créer, en son sein, un type de militant très particulier que l'intégration à la communauté transforme rarement en rouage, en homme-masse. Si l'organisation fait sa force, s'il lui arrive même – et souvent – de la fétichiser en utilisant la majuscule pour la désigner, s'il traite par le mépris le cheminement individualiste d'un certain anarchisme existentiel, il n'en reste pas moins le plus souvent un de ces “ *amants passionnés de la culture de soi-même* ”, dont parlait Pelloutier, un homme libre que “ *l'esprit de révolte et d'altérité radicale n'a jamais cessé d'inspirer* ” (Daniel Colson). En cela, il est possible de dire que le syndicalisme d'action directe reste intrinsèquement lié à l'anarchisme, même si, dans la pratique, il peut s'en émanciper ou s'en séparer radicalement.

L'histoire de cette relation entre anarchisme et syndicalisme d'action directe est abordée par différents intervenants. Francisco Madrid¹¹ accorde à juste titre à Francisco Ferrer un rôle prépondérant dans la diffusion “ *des idées syndicalistes venant de France* ” et dans l'indispensable jonction du “ *front ouvrier* ” et du “ *front culturel que représente l'Ecole moderne* ”. Sa conclusion semble un peu courte, néanmoins, quand il accorde à “ *la conception de l'organisation* ” propre aux anarchistes valeur explicative au modèle structurel qu'adopta, en 1911, la CNT. Si l'anarchisme eut son rôle – et il l'eut indéniablement –, celui-ci releva davantage, peut-on penser, de l'irrigation culturelle de ses valeurs que de ses capacités organisationnelles. Sur ce terrain, la corrélation est d'autant moins évidente que, à bien des égards, l'anarcho-syndicalisme de la CNT tenait plus, organiquement, du dépassement que de l'accomplissement de l'anarchisme.

L'exemple de l'USI, traité séparément par Maurizio Antonioli¹² et Claudio VENZA¹³, est porteur d'autres enseignements. “ *Syndicaliste révolutionnaire* ” pour Antonioli et “ *anarcho-syndicaliste* ” pour VENZA, elle fut sans doute les deux à la fois et simultanément. Issue à l'origine de la gauche du Parti socialiste italien, elle évoluera d'une ligne “ *fusionniste* ” syndicat-parti (le parti syndicaliste de Labriola) à un syndicalisme d'action directe. L'évolution vers l'anarcho-syndicalisme coïncidera avec “ *l'expulsion des syndicalistes révolutionnaires interventionnistes de 1914* ” et la gestion d'Armando Borghi. Pendant le “ *Biennio Rosso* ” et le mouvement d'occupation des usines de septembre 1920, brillamment traité par Claudio VENZA, l'anarcho-syndicalisme atteindra son zénith. Quant aux relations que l'USI maintint avec l'anarchisme organisé, elles furent fraternelles, respectueuses, mais séparées. Errico Malatesta garda toujours sa distance et ses préventions quant au syndicalisme d'action directe, développant, tout à la fois et contradictoirement, un point de vue finalement assez léniniste sur la valeur limitée (trade-unioniste) des syndicats doublé d'une vision ouverte de l'anarchisme, dont les seules forces, précisait-il, ne suffiraient pas à faire la révolution¹⁴.

La longue et intéressante étude d'Eduardo Colombo¹⁵ sur la FORA retrace l'épopée argentine et met en valeur sa spécificité. Là, en ces terres où les immigrants d'Europe de toutes origines – italienne, espagnole, balkanique, slave, juive – jouèrent un rôle considérable dans le développement de l'anarchisme, l'Idée affronta la question sociale selon un précepte finalement assez logique : dans un pays où plus de la moitié de la population active immigrée n'avait pas le droit de vote, seule l'action directe pouvait résoudre l'équation. L'outil serait la FORA, et la méthode l'insurrection permanente, la lutte ouverte, sans médiation. La FORA, modèle unique de syndicat-organisation anarchiste, connut une existence agitée, avec ses héros et martyrs anonymes, ses hommes d'audace ou d'organisation, ses grèves générales, sa presse, ses éditions, ses athé-

¹¹ Francisco Madrid, “ Anarchisme et organisation en Espagne. “ *Solidaridad Obrera* ” et les origines de la CNT ”.

¹² Maurizio Antonioli, “ L'USI : le syndicalisme révolutionnaire italien ”.

¹³ Claudio VENZA, “ L'anarcho-syndicalisme italien pendant le “ *Biennio Rosso* ” (1919-1920) ”.

¹⁴ Sur le riche débat d'idées qui opposa, au congrès anarchiste d'Amsterdam de 1907, Pierre Monatte et Errico Malatesta sur le syndicalisme d'action directe, on peut lire *Anarchisme & syndicalisme. Le congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907)*, présenté par Ariane Miéville et Maurizio Antonioli (Nautilus-Éditions du Monde libertaire, 1997).

¹⁵ Eduardo Colombo, “ La FORA. Le *finalisme* révolutionnaire ”.

nées¹⁶. Si Eduardo Colombo insiste, à juste titre, sur la question du “*finalisme foriste*” – c’est-à-dire le refus du syndicalisme comme doctrine, de sa neutralité idéologique et de sa conception comme organe de la société future (les bases de la Charte d’Amiens) – et sur la liaison statutaire qu’il induit entre la lutte ouvrière quotidienne et sa “*finalité sociale*” (le communisme anarchiste), il s’en tient malheureusement à une vision quelque peu fascinée et insuffisamment problématisée, accordant toutes ses faveurs au “*finalisme*” et réduisant à la portion congrue le débat qu’il suscita au sein même du mouvement libertaire et les luttes intestines qu’il y provoqua et qui eurent, indiscutablement, leur effet dans la progressive désaffection que connut la FORA. De la même façon, la non-résistance opposée par la FORA au coup d’Etat du galonné Uriburu en septembre 1930, dont les conséquences furent tragiques pour le mouvement ouvrier, en général, et anarchiste, en particulier, méritait sans doute un développement plus poussé tant l’attitude de la “*finaliste*” FORA sembla alors décalée par rapport à sa propre histoire et d’une surprenante naïveté. Si, comme le souligne Eduardo Colombo, “*le conseil fédéral de la FORA ne voulut pas prendre de mesures ou préparer une riposte, avançant que les ouvriers n’ont rien à faire d’une lutte entre bourgeois, ou entre politiciens et militaires, et que, de toute façon, tous les gouvernements sont les ennemis des travailleurs*”, la position adoptée révèle finalement assez clairement les limites de la phraséologie révolutionnaire et sa cécité devant l’indépassable réalité. On eût aimé qu’Eduardo Colombo fit preuve de la même rigueur critique pour la FORA que celle qu’il applique, quelques pages plus loin, à l’analyse équilibrée qu’il fournit dans son “*Post-scriptum sur l’Espagne révolutionnaire*”.

En provoquant la substitution de “*l’unité des révolutionnaires*” à “*l’unité ouvrière*” – selon l’expression de Daniel Colson –, la Première Guerre mondiale ruina les espérances du syndicalisme d’action directe. La grève générale contre la guerre n’eut pas lieu ; l’Union sacrée, si. En cela, elle marque un indiscutable point de rupture et son onde de choc se prolongea dans la première après-guerre par l’intégration du mouvement ouvrier au système dominant. Le phénomène¹⁷ fut d’ailleurs commun à la France, à l’Italie, à l’Allemagne et aux Etats-Unis, où l’internationalisme des IWW fut annihilé sous l’effet de la répression. Rejetés dans l’opposition, minoritaires, les syndicalistes d’action directe livreront les batailles de Bavière, de la Ruhr, de Lituanie, du Piémont, de Hongrie sans grandes chances de les gagner, pour l’honneur, avec le sentiment de l’inéluctable défaite et ce “*sens du tragique*” – selon la belle expression de Louis Mercier Vega –, qui caractérisa dès lors si souvent leurs combats. Daniel Colson a raison de souligner que “*la faille de la CGT en 1914 n’est pas seulement, comme Monatte et ses camarades s’efforcent de le croire, la simple défaillance de chefs corrompus par leur statut de permanent et de dirigeant, une parenthèse honteuse mais facile à refermer et après laquelle il suffirait de rétablir, comme si de rien n’était, les objectifs, les pratiques et les conceptions émancipatrices d’avant la guerre*”. L’analyse du déclin du syndicalisme d’action directe en terme de trahison n’est sans doute pas satisfaisante. Elle vaut pour expliquer des attitudes individuelles, non des tendances générales. La mobilisation industrielle, les modifications dans le jeu social, l’atténuation des rapports de classe, la prise en compte par l’Etat d’une certaine souplesse dans la gestion des équilibres sont autant de raisons qui pourraient expliquer la marginalisation du syndicalisme d’action directe dans cette première après-guerre. La Révolution russe en est une autre, et de taille, quand on sait l’espérance qu’elle fit naître, en ses premières heures, chez les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes qui, comme le rappelle justement Daniel Colson, après Annie Kriegel, constituèrent, pour beaucoup, les cadres et les militants du tout nouveau parti communiste français, chose qu’on sait moins. On avait décidément changé d’époque.

En 1922, cependant, date de constitution de la nouvelle Association internationale des travailleurs (AIT), le syndicalisme d’action directe ne faisait pas si pâle figure en regard des effectifs contrôlés par l’Internationale syndicale rouge liée au Komintern¹⁸. La contribution de Rudolf de Jong¹⁹, concise et argumentée, apporte des précisions précieuses sur l’idéologie de l’AIT – “*anarcho-syndicaliste*”, dit-il, même si le terme ne figure pas dans sa déclaration de principes²⁰ –, mais également sur ses difficultés et ses problè-

¹⁶ L’orateur socialiste argentin Enrique Dickmann eut, en ces temps, cette forte parole : “*Si la religion est l’opium du peuple, l’anarchisme est son alcool.*”

¹⁷ Le cas de l’Espagne, sur lequel nous reviendrons, est à part. Il offre deux particularités : un type d’organisation sociale imbriquée dans le tissu culturel et géographique et des structures d’exploitation de type ancien.

¹⁸ Pour Louis Mercier Vega (op. cité), l’ensemble des organisations qui se réclamaient du syndicalisme d’action directe – adhérentes ou non à l’AIT – représentaient un nombre de membres supérieur à celui contrôlé par l’ISR.

¹⁹ Rudolf de Jong, “*L’AIT de Berlin. De 1922 à la révolution espagnole*”.

²⁰ Pour Rudolf de Jong, “*l’anarcho-syndicalisme, c’est le syndicalisme devenu plus conscient et plus étroitement lié à l’anarchisme*”. Il ajoute que, pour le syndicalisme révolutionnaire de la Charte d’Amiens, les exploités doivent s’organiser “*en dehors*” de la politique, alors que, pour l’anarcho-syndicalisme, “*la politique n’est plus simplement en dehors ; la politique, c’est l’ennemi*”.

mes internes. “ *L’histoire de l’AIT, déclare-t-il, est l’histoire d’une guerre de retraite. La lutte libertaire est une lutte contre le courant, contre tous les courants.* ” Ces courants contraires, on les connaît : la double attraction du réformisme et du bolchevisme, les galopants progrès du conformisme et de l’intégration ouvrière, la crise économique des années 30, la progressive marginalisation du syndicalisme d’action directe et, le plus dangereux d’entre eux, l’irrésistible avancée des fascismes. Face au danger suprême, l’AIT eut sans doute le mérite d’avancer le seul mot d’ordre possible : “ Contre le fascisme, la révolution sociale. ” Il n’a malheureusement été repris et appliqué qu’en Espagne, le 19 juillet 1936. Trop isolée pour vaincre, la Révolution espagnole se perdra dans la guerre civile et dans l’adaptation de ses principes et de ses méthodes aux circonstances nées du conflit armé. La crise entre la CNT et l’AIT ²¹ viendra de là. Elle se situait, précise Rudolf de Jong, “ *dans le cœur de chaque militant* ”, de l’une et de l’autre organisation. En terre d’Espagne, la belle espérance du communisme libertaire sombrait corps et âme. Il est vrai que, quelque fût la route qu’il eût empruntée, le mur de classe (républicains bourgeois, appareils politiques et embryons de la nouvelle classe d’Etat) qui s’est élevé contre lui était si solide qu’on ne voit pas ce qui aurait pu l’abattre. La subversion que le communisme libertaire instituait était telle que toutes les fractions sociales, du passé et de l’avenir, se coalisèrent pour le briser. Et le brisèrent.

Ce communisme libertaire, conceptualisé par la CNT dans les années 30, est l’objet d’une contribution de Frank Mintz ²², dont il ressort une revalorisation de Isaac Puente, qui, dans une brochure d’une trentaine de pages publiée en 1933, éclaira les militants sur cette utopie concrète d’ “ *organisation de la société sans Etat et sans propriété privée* ” à partir du syndicat et de la commune libre. Ce texte, largement diffusé à l’époque, prépara sans doute le terrain en sortant le concept du communisme libertaire de l’abstraction. Pour Frank Mintz, cependant, la définition qu’en donne Isaac Puente se situe très au-delà de celle que la CNT adoptera au congrès de Saragosse de mai 1936, “ *vision curieusement moins syndicaliste où la commune (du régime révolutionnaire) possède à la fois un rôle économique et social* ”. De la même façon, la conception d’Isaac Puente correspondrait davantage, selon Frank Mintz, aux attentes et à l’esprit des travailleurs et aurait, d’une certaine façon, servi de modèle au “ *pouvoir syndical, qui va grosso modo du 19 au 31 juillet 1936* ”, alors que d’autres notions – celle d’Horacio Martínez Prieto, qui fut secrétaire de la CNT de 1935 à juillet 1936, et celle d’Abad de Santillán, par exemple –, plus directives et moins utopiques, auront peu de retentissement dans les premiers temps de la révolution pour revenir en force par la suite sous la forme “ *d’une ébauche d’Etat syndical* ”. Si la vision des “ *notables* ” de la CNT, comme l’écrit Frank Mintz en reprenant la qualification de José Peirats, l’a finalement emporté, il reste à se demander pourquoi la mythique base de la CNT n’a pas défendu avec plus de vigueur sa révolution contre son propre appareil. Et là, les explications convaincantes manquent toujours. D’où, sûrement, cet éternel ressassement du thème de la belle anarchie trahie par ses clercs... Frank Mintz n’échappe pas à la règle quand il conclut : “ *Il faut savoir se débarrasser de cet aspect complètement léniniste de l’anarcho-syndicalisme. Il faut l’abandonner. Je suis absolument désolé de ne pas l’avoir écrit plus tôt et plus nettement.* ” On pensait, au contraire, qu’il l’avait déjà fait, et plus d’une fois...

On l’aura compris, ce livre mérite d’être lu pour ce qu’il est, un voyage à travers des lieux et des temps qui ne sont plus et dont la nostalgie perce sous bien des plumes. Les libertaires ont le sens de leur propre histoire. Ils cultivent la mémoire avec assiduité pour que, selon la belle expression de Félix García Moriyón, “ *jamais ne tombe dans l’oubli ce qui vaut la peine d’être sauvé, ce qui a contribué à faire que nous sommes qui nous sommes* ” ²³. Ils ont raison. Personne ne le fera à leur place, ils le savent. *De l’histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire* s’inscrit donc pleinement dans ce travail de mémoire, non tant pour “ *reconstruire une histoire escamotée* ”, comme l’écrit Eduardo Colombo dans son texte de présentation, que pour tirer du passé – qui n’a surtout pas besoin d’être reconstruit aux couleurs du mythe – un éventuel viatique pour un présent que la roue de l’histoire trimballe de tristes succès en héroïques défaites. L’ouvrage est moins disert, cependant, sur la question essentielle que pose tout regard critique sur le passé : que faire d’une si belle histoire ou comment s’en servir ?

Le libertaire oscille en permanence, et c’est tout à son honneur, entre le pessimisme de la raison et l’optimisme de la volonté. S’il est vrai que le syndicalisme d’action directe, comme l’anarchisme, a prouvé qu’il pouvait disparaître pendant de longues périodes historiques pour renaître à d’autres époques, il est non moins vrai qu’il est peu probable qu’il retrouve un jour la vigueur et la capacité mobilisatrice et proposition-

²¹ Voir la critique du livre de Jérémie Berthuin, *la CGT-SR et la Révolution espagnole*, dans le numéro 2 de *A contretemps* (avril 2001).

²² Frank Mintz, “ *Réflexions sur le concept de communisme libertaire dans les années 1930 en Espagne* ”.

²³ Félix García Moriyón, “ *Anarquismo en España* ”, in *Pasado, presente y futuro del pensamiento libertario* (Fundación Salvador Seguí, Madrid, 1988).

nelle qu'il a eues en un passé que tout un chacun s'accorde à considérer glorieux et disparu. Le militant, cuirassé dans son espoir, peut en douter. L'observateur lucide, non. Ce qui renaît sous ses yeux, c'est autre chose, un mouvement qui peine à se définir hors, précisément, les catégories et les rites d'un passé presque mort. Au cours de ce colloque, peu d'intervenants, comme il a été signalé, se sont interrogés sur l'indispensable liaison entre ce qui fut et ce qui est. Larry Portis, d'un côté, s'en tient à revendiquer le rôle et la place de néo-libertaires qui redécouvriraient l'exemple des IWW dans le mouvement contre la mondialisation, "*dernier stade de l'impérialisme*". Il y ajoute une moderne apologie d'Internet comme moyen "*de diffusion d'une contre-information*" et une revendication du "*principe de non-violence*". Daniel Colson, lui, touche plus profond quand il dit craindre que ce renouveau dont on parle "*ne se limite à un " bref été de l'anarchie " dans les journaux et dans les médias [et] à quelques grands moments d'émotion à la vue de la foule, des drapeaux et des slogans, avant de se dissiper aussi vite qu'il était apparu, comme ce fut le cas de la CNT espagnole, de 1976 à 1979*". L'exemple, en effet, est bien choisi. Il offre, en tout cas, le spectre le plus large des pièges auquel ce renouveau sera confronté : le rabâchage idéologique, le sectarisme, le repli sur soi, les enjeux de pouvoir, la déconnexion du réel et la phraséologie. Il en est d'autres, plus modernes, plus ancrés dans l'époque : le confusionnisme, la fuite en avant dans la modernité et l'inculture militante. Si la "reconstruction" de la CNT espagnole au cours des années 70 mérite d'être connue et méditée, c'est bien parce qu'elle révèle et qu'elle prouve que la force des illusions, le poids des mythes et la grandeur des légendes ne sont décidément d'aucune aide dans la construction d'un présent et, *a fortiori*, d'un autre futur. Au contraire.

José Fergo

